Paris, le 19 novembre 2026

Étude Ifop pour Carton Ondulé de France

108e Congrès de l'Association des maires de France, du 24 au 26 novembre
Consigne et territoires : comme les maires, les Français ne suivront pas

À quelques jours du 108e Congrès des maires de France, une étude Ifop pour Carton Ondulé de France complète la position des collectivités sur la consigne pour recyclage et montre que la consigne pour réemploi se heurte au mur du pouvoir d'achat. Les Français refusent d'avancer de l'argent pour leurs emballages, et la contrainte pèse plus lourd encore loin des villes, où chaque trajet compte.

Le pouvoir d'achat, première limite à la consigne
La consigne, c'est d'abord une avance d'argent. **74 % des Français estiment que son coût retombera sur le consommateur.** Le montant jugé juste se situe entre 0,20 et 0,50 €, quand celui qui inciterait vraiment à rapporter un emballage atteint 2 €, et seuls 3 % jugent « juste » une consigne au-delà. C'est le paradoxe de la consigne : le montant qui la ferait fonctionner est celui que les Français refusent. 68 % préfèrent d'ailleurs une récompense à une avance d'argent.

Loin des villes, un trajet de trop
Trois Français sur quatre jugent ces mesures plus difficiles à appliquer loin des centres-villes. Seuls 32 % des ruraux se déplaceraient exprès pour rapporter leurs emballages, contre 52 % des habitants de l'agglomération parisienne :
« *Il faut faire 30 kilomètres pour pouvoir trouver un magasin, tout charger dans la voiture* »*. À la campagne, chaque trajet compte.
En ville, ce sont le stockage et la manutention qui pèsent : 59 % des habitants de l'agglomération parisienne voient dans ce geste une source de contraintes quotidiennes.

Des règles éloignées du quotidien
60 % des Français estiment que les politiques publiques sur les emballages ne prennent pas en compte leurs réalités quotidiennes, jusqu'à 65 % dans les petites villes. Pour agir, ils comptent d'abord sur eux-mêmes (53 %) et sur leurs collectivités (36 %).
Les maires connaissent ces réalités : depuis plus de trente ans, ils organisent avec les Français un tri qui fonctionne. **Plus de 80 % des emballages ménagers en carton sont aujourd'hui collectés, triés et recyclés. Ce chiffre est en hausse constante depuis que professionnels et collectivités se sont associés pour créer la REP.**

Pour Dominique Lagarde, président de Carton Ondulé de France : *« La consigne se heurte aujourd'hui au mur du pouvoir d'achat. Quelques dizaines de centimes peuvent sembler peu de chose. Mais quand un Français sur cinq a déjà renoncé à des soins à cause du prix du carburant**, un trajet de plus pour récupérer une consigne n'a rien d'anodin. Les contraintes ne sont pas les mêmes dans une commune rurale, une petite ville ou à Paris. La décision publique doit partir de la vie quotidienne des Français et s'appuyer sur le tri qui fonctionne déjà. »*

Pour Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop : « *Le pouvoir d'achat se joue aussi dans les petites dépenses du quotidien. Avec la consigne, il faut avancer de l'argent au moment des courses, puis rapporter l'emballage pour le récupérer. Or 74 % des Français estiment que le coût du dispositif retombera sur le consommateur. Et s'il faut prendre la voiture, le coût du trajet entre aussi dans le calcul, d'autant plus dans le contexte haussier des prix du carburant actuel. Seuls 32 % des ruraux se disent prêts à faire ce déplacement, contre 52 % des habitants de l'agglomération parisienne. La même consigne n'a donc pas le même poids dans le budget selon qu'on peut rapporter ses emballages en faisant ses courses ou qu'il faut prévoir un aller-retour supplémentaire.* »

Méthodologie
Étude Carton Ondulé de France / Ifop « Les Français face aux emballages : perceptions, pratique du réemploi et attentes vis-à-vis des politiques publiques ». Enquête menée auprès d'un échantillon de 3 005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 12 mai 2026.

* Verbatim issu du volet qualitatif de l'étude Ifop pour Carton Ondulé de France.
** Enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « L'assignation à résidence », publiée le 5 novembre 2026.

À propos de Carton Ondulé de France
Carton Ondulé de France est l'organisation professionnelle des fabricants de carton ondulé français. Sa mission est de valoriser une filière industrielle clé, qui représente plus d'un quart du secteur de l'emballage en France et s'illustre comme un modèle d'économie circulaire : 97 % de taux de recyclage dans les circuits industriels et 90 % d'utilisation de matière recyclée. Carton Ondulé de France accompagne ses adhérents, qui représentent plus de 70 % de la filière, en portant les valeurs d'un matériau responsable, indispensable et vecteur de services à forte valeur ajoutée pour l'économie française, en particulier le transport, la logistique et le commerce. La filière emploie 14 955 salariés sur le territoire sur plus de 80 sites de production, et produit 2,5 millions de tonnes de carton ondulé pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards d'euros (chiffres 2025).

Contact presse : Émilie Delozanne, emilie.delozanne@plegma.fr, 06 30 60 87 35